



lundi 4 novembre 2019

C'est la lutte mondiale...

D'Alger à Santiago du Chili, de Port-au-Prince à Hongkong, de Beyrouth à Panama, d'un continent à l'autre on se soulève. La révolte est profonde, la détermination des millions de manifestants immense. Et les mobilisations perdurent, malgré les répressions policières et militaires. C'est que l'enjeu, à chaque fois, est fondamental : la chute de tous les systèmes en place, y compris ces prétendues démocraties qui infligent leur dictature aux pauvres. De quoi faire écho ici même, où fermentent les mêmes colères et les mêmes aspirations.

À chaque fois, il aura fallu un événement déclencheur. Au **Liban**, ce sont les nouvelles taxes, dont celle de 18 centimes d'euros sur les appels Whatsapp. Au **Chili**, c'est l'augmentation du prix du ticket de métro de Santiago de 30 pesos (4 centimes). En **Haïti**, en **Équateur** ou au Liban, pénuries ou augmentations du prix de l'essence ont mis le feu.

Causes communes

Mais ces mouvements ne s'arrêtent pas là. Ils dénoncent un monde et des régimes de plus en plus durs pour les pauvres, les exploités. Au Liban, cela fait des années qu'on manifeste contre les coupures d'électricité ou la crise de la collecte d'ordures. En **Irak**, dès 2015, en pleine guerre civile, on manifestait déjà pour l'existence de services publics. Au Chili, santé et éducation sont hors de prix.

Les inégalités sont devenues insupportables. Au Chili, le pays le plus inégalitaire de l'OCDE (les pays dits « développés »), cinq familles détiennent 25 % de la richesse du pays. À l'image de ces 26 milliardaires possédant autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

Le président chilien Piñera fait partie de ces milliardaires qui ont fait fortune pendant la dictature de Pinochet. En **Algérie**, on dénonce la *aïssaba* (le gang), au Liban, les *harami* (voleurs) à la tête de l'État.

À chaque fois, c'est remarquable, on constate le haut degré de conscience politique des manifestants : au Liban et en Irak, ils dénoncent le système confessionnel, qui fait que la population est mise à la remorque des notables de chaque communauté religieuse. En Algérie, notamment lors de l'énorme manifestation du 1^{er} novembre, on réclame la « nouvelle indépendance », car la première a été confisquée par les cliques au pouvoir. Au Chili, les manifestants scandent « *ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans* », s'opposant aux trente années de

politiques anti-ouvrières qui ont continué après la fin du régime militaire de Pinochet.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les travailleurs, par la puissance qu'ils représentent quand ils sont organisés, peuvent peser dans ces débuts de révolutions. Au Chili, le soulèvement a pris une autre dimension à partir de la grève générale et des manifestations massives : difficile alors pour le pouvoir d'affronter frontalement des millions de travailleurs qui prennent parti pour la jeunesse révoltée.

En **France**, nous n'en sommes pas encore à descendre par millions dans la rue. Mais le mouvement des Gilets jaunes est lui aussi parti d'une étincelle (le prix du carburant) et a remis en cause la baisse du niveau de vie de la population, l'accroissement des inégalités et la petite clique arrogante au pouvoir bien à l'image de la grande bourgeoisie dont elle défend les intérêts.

Le gouvernement a poursuivi sa politique anti-ouvrière, notamment avec la réforme des retraites et cette dernière provocation de la baisse des indemnités de chômage. Mais il y a eu la surprise de cette journée de grève massive dans le métro parisien. Puis les grèves récentes à la SNCF, tout comme le mouvement au long cours dans les hôpitaux, montrent que les ferments de la colère pourraient bien gagner l'ensemble des travailleurs.

Le 5 décembre prochain, plusieurs confédérations syndicales, ainsi que les Gilets jaunes, appellent à une journée de grève contre la réforme des retraites. À nous d'en faire le point de départ d'une vaste riposte au gouvernement, d'un nouvel épisode de la lutte de classe.

Le 5 décembre, tous ensemble, à l'exemple des révoltés du monde entier, tous en grève et dans la rue !

Les feux de l'amour du fric

Après avoir fait la cour à Renault il y a 4 mois, le groupe Fiat-Chrysler (qui s'était fait jeter) a décidé la semaine dernière de se marier avec PSA qui l'avait dragué début 2019... Les sentiments des PDG de l'automobile sont guidés par l'augmentation des profits des actionnaires : qu'importe les moyens et avec qui. PSA et Fiat-Chrysler ont déjà annoncé leurs objectifs de 3,6 milliards d'économie sur le dos des salariés.

Si pour la propagande, les directions ne déclarent pas vouloir fermer d'usine, nous n'avons aucune raison de croire ces baratineurs. Il faudra se battre ensemble, les 211 000 travailleurs de PSA et les 237 000 de Fiat-Chrysler, pour préserver les emplois.

Monopoly des tricheurs

Pour conclure leur mariage, PSA et Fiat-Chrysler vont verser des dividendes exceptionnels puisés dans leurs réserves : 5,5 milliards d'euros aux actionnaires de Fiat et 2,7 milliards à ceux PSA. Tous vont se goinfrer et en vouloir encore plus à l'avenir. Pour l'optimisation fiscale, on applique l'astuce bien connue : le siège de la futur alliance sera au Pays-Bas, paradis fiscal qui permettra de payer encore moins d'impôts et faire encore plus de magouilles financières.

Tous ces riches, à force de jouer au Monopoly avec ce que nous leur faisons gagner en travaillant, mériteraient de passer par la case prison.

Attaques tous azimuts à Poissy

La direction annonce son intention de passer à une seule équipe le 20 janvier. Cette équipe devrait fonctionner en horaire de journée, donc sans prime de doublage. Ce qui ferait une perte de plusieurs dizaines d'euros sur les fiches de paie.

D'autre part, elle veut en profiter pour mettre fin définitivement à tous les cars privés du transport PSA pour le 20 janvier. Elle a annoncé qu'elle ne recréerait pas de ligne en 2021 lors du retour en 2 équipes. Sans transport public très tôt, beaucoup vont être obligés de venir en voiture pour être là à 5h20 ou vers 7h. La direction de Poissy veut tout chambouler en trois mois, ce n'est pas aux salariés d'en faire les frais.

A Poissy aussi, une nouvelle agence : PSA intérim

Après avoir joué à Pôle Emploi avec sa journée « ateliers CV » le 14 octobre, la direction de Poissy joue maintenant à l'agence d'intérim, elle envoie des salariés en mission vers d'autres sites PSA, ou même à Renault Flins ! Tout ça pour pousser les salariés de Poissy vers la sortie définitive. Une atmosphère que nous ne connaissons que trop bien à Saint-Ouen...

Avec 2 milliards de profits en 6 mois et ses milliards dépensés pour son mariage avec Fiat-Chrysler, PSA a bien les moyens de payer, pour que les travailleurs de Poissy comme ceux de Saint-Ouen conservent un travail !

Les salariés de General Motors montrent la voie

Le 26 octobre dernier s'est terminée la plus longue grève chez GM depuis les années 1970. 48 000 salariés du groupe se sont mobilisés pendant 40 jours pour s'opposer à la fermeture de 4 sites et pour des augmentations de salaires. La direction de GM a été contrainte de céder des augmentations générales de 3 à 4 % sur 4 ans, des primes pour tous, et garantir le maintien d'un site. Si la profondeur de la grève aurait certainement permis d'obtenir bien plus, elle montre néanmoins qu'elle reste la seule perspective pour stopper la sale habitude des patrons à faire payer aux salariés la baisse des ventes.

Grève des cheminots : épisode 2

Après le « dépôt de sac » (droit de retrait) massif d'il y a deux semaines contre les trains circulant avec un seul agent à bord, ce sont les cheminots des centres de maintenance qui donnent des sueurs froides à leur direction et au gouvernement. Depuis la semaine dernière, plus de 200 agents du technicentre de Châtillon, qui s'occupent de la maintenance des TGV Atlantique, sont en grève. Ils protestent contre une attaque visant à réduire le nombre de leurs jours de repos et à augmenter leur disponibilité pour la direction au mépris de leur vie privée...

Les grévistes ont reçu le soutien de leurs collègues d'autres technicentres qui ont refusé de réparer les rames en provenance de Châtillon.

Face au risque de contagion, la direction a rapidement fait machine arrière en retirant toutes ses attaques. Les cheminots réclament maintenant le paiement de leurs jours de grève et le versement d'une prime de 3 000 euros.

Le poison mortel du racisme

Lundi 28 octobre, un ancien candidat du Rassemblement national tentait d'assassiner deux fidèles de la mosquée de Bayonne qu'il venait d'essayer d'incendier.

Cet acte odieux s'inscrit dans le contexte plus large d'un racisme distillé d'en haut : de chez les Le Pen qui en ont fait une tradition familiale, jusqu'à Macron qui vient chasser sur leurs terres, en passant par Zemmour, petit roquet d'extrême droite invité sur les plateaux télé et radio des amis du précédent. Ils portent une lourde responsabilité dans l'attentat de lundi dernier.